

**Économie politique latino-américaine (2003–2025) :
gouvernance, conflits et transformations structurelles**

**Latin American Political Economy (2003–2025):
Governance, Conflicts, and Structural Transformations**

**Economía política latinoamericana (2003–2025):
gobernanza, conflictos y transformaciones estructurales**

Khalbous, Slim

Agence Universitaire de la Francophonie, France

slim.khalbous@auf.org

 <https://orcid.org/0009-0008-4858-1891>

Ruff-Escobar, Claudio

Universidad Bernardo O'Higgins, Centro de Investigación Institucional, Chili

cruff@ubo.cl

 <http://orcid.org/0000-0003-1954-0800>

Carrier, Alain R.

Universidad Bernardo O'Higgins, Facultad de Ingeniería, Ciencia y Tecnología, Chili

acarrier@ubo.cl

 <http://orcid.org/0000-0002-4668-0166>

Matheu-Pérez, Alexis

Universidad Bernardo O'Higgins, Centro de Investigación Institucional, Chili

Adresse électronique pour la correspondance : alexis.matheu@ubo.cl

 <https://orcid.org/0000-0002-7859-9039>

Rosele-Chim, Paul

Université de Guyane française. Département des Sciences Juridiques et de l'écologie, Guyane française

paul.roselle@univ-guyane.fr

 <https://orcid.org/0000-0002-7654-8457>

Résumé

Entre 2003 et 2025, l'Amérique latine a connu de profondes transformations de son économie politique, associées au supercycle des matières premières, au ralentissement économique ultérieur, à la pandémie de COVID-19 et à l'accélération de la transition énergétique mondiale. Ce dossier examine ces dynamiques à partir des changements intervenus dans les relations entre l'État, le capital, les acteurs transnationaux, les mouvements sociaux et les structures d'inégalité dans la région. L'analyse s'organise autour de cinq axes thématiques : la gouvernance multi-niveaux et les capacités étatiques ; le néo-extractivisme et les conflits liés aux ressources stratégiques dans des contextes de transition énergétique ; la financiarisation et les transformations de la politique monétaire dans les économies périphériques ; l'évolution des modèles de protection sociale, du bien-être et des inégalités ; ainsi que l'expansion du travail de plateforme numérique accompagnée de nouvelles formes de régulation économique dans des contextes de polarisation politique. Le dossier réunit 19 recherches fondées sur des études

de cas et des analyses documentaires visant à identifier des dynamiques régionales et des trajectoires différenciées. Les résultats montrent la persistance de structures de dépendance, l'intensification des conflits socio-environnementaux et l'émergence de nouvelles configurations institutionnelles liées à la transition énergétique, à la numérisation du travail et à l'expansion de la financiarisation. Dans son ensemble, ce dossier propose une lecture intégrée des transformations récentes de l'économie politique latino-américaine, en mettant l'accent sur les tensions structurelles et sur les nouvelles formes de reconfiguration du développement dans le capitalisme contemporain.

Mots-clés : économie politique latino-américaine, néo-extractivisme, financiarisation, transition énergétique, inégalités

Abstract

Between 2003 and 2025, Latin America experienced profound transformations in its political economy associated with the commodity supercycle, the subsequent economic slowdown, the COVID-19 pandemic, and the acceleration of the global energy transition. This dossier examines these dynamics through the changing relationships among the state, capital, transnational actors, social movements, and structures of inequality across the region. The analysis is organized around five thematic axes: multilevel governance and state capacities; neo-extractivism and disputes over strategic resources in contexts of energy transition; financialization and changes in monetary policy in peripheral economies; the evolution of welfare models, social protection, and inequality; and the expansion of platform-based labor alongside new forms of economic regulation in contexts of political polarization. The dossier brings together 19 studies based on case studies and documentary analysis aimed at identifying regional patterns and differentiated trajectories. The findings reveal the persistence of

dependency structures, the intensification of socio-environmental conflicts, and the emergence of new institutional configurations linked to the energy transition, labor digitalization, and the expansion of financialization. Overall, the dossier provides an integrated interpretation of recent transformations in Latin American political economy, emphasizing structural tensions and new forms of development reconfiguration within contemporary capitalism.

Keywords: Latin American political economy, neo-extractivism, financialization, energy transition, inequality

Resumen

Entre 2003 y 2025, América Latina experimentó transformaciones profundas en su economía política, asociadas al superciclo de commodities, la posterior desaceleración económica, la pandemia de COVID-19 y la aceleración de la transición energética global. Este dossier examina dichas dinámicas a partir de los cambios en las relaciones entre Estado, capital, actores transnacionales, movimientos sociales y estructuras de desigualdad en la región. El análisis se organiza en cinco ejes temáticos: la gobernanza multinivel y las capacidades estatales; el neoextractivismo y las disputas por recursos estratégicos en contextos de transición energética; la financiarización y los cambios en la política monetaria de economías periféricas; la evolución de los modelos de bienestar, protección social y desigualdad; y la expansión del trabajo en plataformas digitales junto con nuevas formas de regulación económica en escenarios de polarización política.

El dossier reúne 19 investigaciones basadas en estudios de caso y análisis documentales orientados a identificar patrones regionales y trayectorias diferenciadas. Los resultados muestran la persistencia de estructuras de dependencia, el aumento de conflictos

socioambientales y la aparición de nuevas configuraciones institucionales vinculadas a la transición energética, la digitalización del trabajo y la expansión de la financiarización. En conjunto, el dossier ofrece una lectura integrada de las transformaciones recientes de la economía política latinoamericana, con énfasis en las tensiones estructurales y en las nuevas formas de reconfiguración del desarrollo en el capitalismo contemporáneo.

Palabras clave: economía política latinoamericana, neoextractivismo, financiarización, transición energética, desigualdad

Reçu : 20 septembre 2026 - **Accepté :** 5 octobre 2026

1. Introduction

Entre 2003 et 2025, l'Amérique latine a connu de profondes transformations de son économie politique, associées à l'essor des matières premières au début du XXI^e siècle, à l'expansion des gouvernements progressistes, au ralentissement économique ultérieur, à la pandémie de COVID-19 et à l'accélération de la transition énergétique mondiale. Ces processus ont modifié les relations entre l'État, le capital, le marché international et les acteurs sociaux, donnant lieu à de nouvelles modalités d'insertion périphérique dans le capitalisme contemporain (Ocampo, 2017 ; Svampa, 2019).

La période 2003–2014 a été caractérisée par un supercycle des prix des matières premières qui a stimulé la croissance régionale et favorisé l'expansion de politiques sociales financées par la rente extractive. Ce cycle a renforcé des modèles de spécialisation productive fondés sur les ressources naturelles et consolidé un modèle associé à l'expansion extractive, à la légitimation de l'État par des

politiques redistributives et à la persistance de relations de dépendance dans le commerce international, dans un contexte d'insertion périphérique au sein du système monétaire et financier international (Svampa, 2019 ; Ocampo, 2017).

À partir de 2014, la région est entrée dans une phase marquée par un ralentissement du dynamisme économique, une plus grande volatilité financière et des contraintes externes croissantes. Dans ce contexte, la financiarisation a acquis un rôle central dans la configuration macroéconomique, avec des effets sur l'investissement, l'emploi et la distribution des revenus, devenant ainsi une caractéristique structurelle du capitalisme contemporain dans les économies périphériques (Ffrench-Davis, 2010 ; Harvey, 2013 ; Ocampo, 2017).

Parallèlement, les modèles de développement fondés sur les ressources naturelles ont adopté des formes de néo-extractivisme associées à l'expansion des activités extractives, à la réorganisation de l'intervention

étatique et à l'intensification des conflits socio-environnementaux. Ce processus a été interprété comme une transformation de l'extractivisme classique dans des conditions de mondialisation financière et de demande croissante en ressources stratégiques, particulièrement dans des contextes de transition énergétique (Gudynas, 2012 ; Svampa, 2019).

Dans le domaine social, les régimes de protection sociale ont montré des avancées partielles en matière de couverture, accompagnées de tensions persistantes concernant l'universalisme, le ciblage et la soutenabilité fiscale. Ces dynamiques reflètent des inégalités structurelles et des contraintes liées à la vulnérabilité externe des économies de la région (Arenas de Mesa, 2016 ; Blofield et al., 2023).

Plus récemment, la numérisation de l'économie et l'expansion du travail de plateforme ont introduit de nouvelles formes d'organisation du travail liées à la flexibilité de l'emploi, à la précarisation du travail et aux

transformations des relations entre capital et travail dans des contextes d'innovation technologique (de Stefano, 2016 ; Prassl, 2018).

L'objectif de ce dossier est d'analyser les interactions entre l'État, le capital, les acteurs transnationaux, les mouvements sociaux et les structures d'inégalité dans la région, afin de comprendre les transformations contemporaines de l'économie politique latino-américaine au cours de la période 2003–2025.

2. Transformations de l'économie politique latino-américaine : analyse par axes thématiques

2.1 Dynamiques structurelles persistantes

Les transformations de l'économie politique latino-américaine entre 2003 et 2025 doivent être comprises à partir d'une structure historique marquée par la persistance de l'hétérogénéité productive, de la dépendance externe et de la faible diversification technologique. Ces éléments ne constituent pas des

caractéristiques conjoncturelles, mais des configurations structurelles qui ont traversé différents cycles de croissance, de crise et de reconfigurations institutionnelles dans la région (Cimoli et al., 2009 ; Katz, 2000).

Dans une perspective structuraliste, l'hétérogénéité productive se manifeste par la coexistence de secteurs hautement productifs liés à l'exportation de ressources naturelles et de vastes segments caractérisés par une faible productivité et un niveau élevé d'informalité du travail. Cette dualité a été largement documentée dans la littérature sur le développement latino-américain et demeure une limite centrale aux processus de convergence économique et sociale (CEPAL, 2023 ; Katz, 2000). Dans ce contexte, la croissance économique n'a pas nécessairement impliqué une transformation structurelle, mais plutôt une reproduction élargie des modèles de spécialisation primaire-exportatrice.

La persistance de la dépendance externe constitue un autre axe fondamental d'analyse. Loin de disparaître dans le cadre de la

mondialisation, la dépendance a adopté de nouvelles formes associées à l'insertion dans les chaînes globales de valeur, à la spécialisation dans les ressources naturelles et à la subordination technologique vis-à-vis des centres d'innovation. À cet égard, les économies latino-américaines font encore face à des contraintes structurelles liées à la contrainte externe, à la volatilité des termes de l'échange et à la dépendance à l'égard du financement international, ce qui renforce des modalités périphériques d'insertion dans le capitalisme contemporain (Centeno et al., 2017 ; Soifer, 2015).

Parallèlement, les processus de changement technologique ont montré une incorporation inégale au sein de la structure productive régionale. Bien que des avancées soient observées dans les secteurs liés à la numérisation, aux services intensifs en connaissances (SIC) et à certaines industries extractives à fort développement technologique, ces processus n'ont pas généré de mécanisme soutenu de convergence technologique. Au contraire, la diffusion du changement technique tend à se

concentrer dans des segments spécifiques de l'économie, ce qui élargit les écarts sectoriels et territoriaux entre espaces modernes et traditionnels (Cimoli, Dosi et Stiglitz, 2009 ; Mazzucato, 2013).

Dans ce cadre, la littérature sur l'État et les capacités institutionnelles a souligné que la transformation structurelle ne dépend pas uniquement des facteurs de marché, mais également de la capacité de l'État à coordonner l'investissement, l'innovation et l'apprentissage technologique. Toutefois, en Amérique latine, ces capacités présentent des niveaux élevés de fragmentation et d'hétérogénéité territoriale et sectorielle dans la mise en œuvre des politiques publiques, ce qui limite la possibilité de soutenir des stratégies de développement à long terme (Mazzucato, 2013 ; Soifer, 2015).

Ainsi, les transformations structurelles de l'économie politique latino-américaine entre 2003 et 2025 peuvent être comprises comme la combinaison de trois dynamiques persistantes : l'hétérogénéité productive,

la dépendance externe et l'incorporation inégale du progrès technologique. Ces dynamiques n'organisent pas seulement la structure économique, mais conditionnent également les possibilités de changement institutionnel, de distribution des revenus et de configuration du développement dans la région.

2.2 Extractivisme et transition énergétique

L'extractivisme constitue encore aujourd'hui l'un des axes historiques les plus caractéristiques de l'économie politique latino-américaine, bien qu'au XXI^e siècle il acquière de nouvelles configurations connues sous le concept de néo-extractivisme. Ce terme renvoie à un modèle d'accumulation fondé sur l'exploitation intensive de ressources naturelles destinées à l'exportation, dans lequel l'État assume un rôle plus actif dans la captation et la redistribution de la rente, sans modifier de manière substantielle la matrice primaire-exportatrice (Gudynas, 2012). Contrairement à l'extractivisme classique, le néo-extractivisme combine

expansion productive et mécanismes de légitimation sociale à travers des politiques redistributives, tout en maintenant des tensions structurelles liées à la dépendance et à la vulnérabilité externe.

Durant le cycle des matières premières entre 2003 et 2014, ce modèle s'est consolidé dans une grande partie de l'Amérique latine comme stratégie de croissance et de financement des politiques sociales. Toutefois, son expansion a renforcé la dépendance à la demande internationale de matières premières et approfondi la spécialisation productive dans des secteurs caractérisés par une faible diversification technologique (Burchardt et Lang, 2019). Dans ce contexte, l'État agit davantage comme médiateur de la rente extractive que comme agent de transformation structurelle, ce qui reproduit une logique de développement dépendant.

Parallèlement, la transition énergétique mondiale a introduit une nouvelle phase de l'extractivisme contemporain. La demande croissante de minerais critiques tels que le

lithium, le cuivre et les terres rares a reconfiguré la carte géoéconomique régionale et placé l'Amérique latine au centre des chaînes mondiales de décarbonation. Ce processus a été conceptualisé comme le « green extractivism » (extractivisme vert), dans la mesure où la transition vers des énergies propres n'élimine pas la logique extractive, mais l'oriente vers de nouvelles ressources stratégiques associées à l'économie bas carbone (Gudynas, 2015 ; Dunlap, Verweijen et Tornel, 2024).

Ce nouveau cycle pose un paradoxe central. Bien que la transition énergétique mondiale vise à réduire les émissions et à faire face à la crise climatique, elle accroît également la pression sur des territoires riches en ressources minérales. Au lieu d'une diminution de l'extractivisme, on observe une expansion de ses frontières à travers des projets miniers implantés dans des zones écologiquement sensibles et socialement disputées. Cette dynamique renforce ce que Svampa (2019) désigne comme la « frontière du néo-extractivisme », où convergent agendas climatiques

mondiaux, intérêts corporatifs et conflits socio-environnementaux locaux.

Le territoire émerge ainsi comme une dimension centrale de conflit politique et économique. Loin de constituer un espace neutre d'exploitation, le territoire représente un champ de confrontation entre États, entreprises transnationales et communautés locales, en particulier les peuples autochtones et les populations rurales. Ces tensions ne se limitent pas à des disputes autour des ressources naturelles, mais impliquent également des conceptions différenciées du développement, de la souveraineté et de la justice environnementale (Bebbington et Bury, 2013 ; Leff, 2014).

Dans ce sens, les conflits socio-environnementaux associés à l'extractivisme expriment une transformation plus large des relations entre nature, capital et pouvoir. L'expansion de l'exploitation minière et des infrastructures énergétiques ne réorganise pas seulement les économies locales, mais modifie également les mécanismes de gouvernance territoriale

ainsi que les formes de légitimation étatique. Il en résulte une conflictualité croissante articulant dimensions environnementales, sociales et politiques autour de l'appropriation des biens communs.

En somme, le néo-extractivisme et le *green extractivism* ne doivent pas être compris comme des étapes successives, mais comme des formes coexistantes d'un même régime d'accumulation fondé sur l'exploitation intensive de la nature. La transition énergétique, loin de constituer une rupture avec ce modèle, tend à le reconfigurer sous de nouvelles hiérarchies globales de valeur, où le territoire latino-américain occupe une position stratégique, bien que subordonnée, dans l'économie mondiale contemporaine.

2.3 Gouvernance multi-niveaux et capacités étatiques

Les transformations de l'économie politique latino-américaine entre 2003 et 2025 ont été accompagnées par des processus complexes de réorganisation de l'État, caractérisés par

l'expansion de la gouvernance multi-niveaux, la décentralisation administrative et la fragmentation institutionnelle. Ces processus ont redéfini la capacité de l'État à coordonner les politiques publiques et à soutenir des stratégies de développement. Plus qu'une réduction linéaire de l'État, ils ont impliqué sa réorganisation à de multiples échelles territoriales et fonctionnelles.

La décentralisation constitue l'un des principaux axes de cette transformation. Depuis la fin du XXe siècle, et avec une plus grande intensité au XXIe siècle, plusieurs pays de la région ont transféré des compétences fiscales, administratives et politiques vers des niveaux infranationaux. Ce processus a été interprété comme une stratégie de modernisation institutionnelle et d'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques, bien qu'il ait également fonctionné comme un mécanisme de redistribution des responsabilités dans des contextes de restriction budgétaire et de réforme de l'État (Eaton, Kaiser et Smoke, 2011 ; Falletti, 2010). Toutefois, les données empiriques montrent des résultats

hétérogènes, avec de fortes asymétries territoriales en matière de capacité de gestion, de prélèvement fiscal et de fourniture en biens publics.

Dans ce contexte, la gouvernance multi-niveaux est devenue une caractéristique centrale des systèmes politiques contemporains. Cette approche reconnaît que l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques ne se concentrent plus exclusivement au niveau national, mais impliquent des interactions entre gouvernements centraux, régionaux, locaux et acteurs non étatiques (Peters et Pierre, 2004 ; Hooghe et Marks, 2003). En Amérique latine, cette configuration a généré des tensions persistantes entre coordination verticale et autonomie infranationale, en particulier dans des domaines tels que les infrastructures, les politiques sociales et la gestion territoriale.

La fragmentation étatique apparaît comme une conséquence importante de ces processus. Loin de constituer un appareil homogène, l'État latino-américain présente des niveaux

élevés d'hétérogénéité interne, où coexistent des agences dotées de capacités techniques différentes, de degrés variés d'autonomie politique et d'un accès inégal aux ressources. Cette fragmentation se manifeste aussi bien entre ministères et agences qu'entre niveaux de gouvernement. Plusieurs études soutiennent que cette situation limite la cohérence des politiques publiques et affaiblit la capacité de mise en œuvre des stratégies de développement (Soifer, 2015 ; Centeno, Kohli et Yashar, 2017).

Les capacités étatiques constituent, dans ce cadre, un élément central pour comprendre les trajectoires de développement en Amérique latine. Ces capacités ne se réduisent pas à l'existence formelle d'institutions, mais renvoient à l'aptitude de l'État à concevoir, coordonner et mettre en œuvre des politiques publiques de manière cohérente sur l'ensemble du territoire. La littérature distingue des capacités fiscales, administratives et politiques, toutes distribuées de manière inégale dans la région (Centeno, Kohli et Yashar, 2017 ; Soifer, 2015).

Cette inégalité produit pour les États concernés une forte variabilité territoriale, certaines zones atteignant des niveaux avancés de gouvernance tandis que d'autres conservent une faible présence institutionnelle. Dans ce contexte, la relation entre décentralisation et capacités étatiques apparaît ambivalente. Bien que le transfert de compétences puisse favoriser l'adaptation des politiques aux contextes locaux, il peut également approfondir les inégalités territoriales lorsqu'il n'existe pas de base institutionnelle homogène. Cette situation revêt une importance particulière dans des domaines tels que la protection sociale, la régulation environnementale et la planification du développement, où la coordination entre les différents niveaux de gouvernement est décisive pour l'efficacité des politiques publiques.

Dans l'ensemble, la gouvernance multi-niveaux et la fragmentation étatique sont au centre du modèle latino-américain contemporain d'économie politique. Ce dernier combine expansion institutionnelle et faiblesses de coordination, décentralisation et inégalités

territoriales, ainsi qu’une prolifération d’acteurs aux capacités étatiques inégales, facteurs qui conditionnent les possibilités de transformation structurelle dans la région.

2.4 Économie numérique et plateformes

L’économie numérique est devenue l’un des domaines les plus dynamiques de transformation de l’économie politique latino-américaine au XXI^e siècle, en modifiant simultanément les formes de production, de travail et d’accumulation. Ce phénomène ne doit pas être compris uniquement comme une innovation technologique, mais comme une restructuration des relations entre capital, travail et État dans le cadre du capitalisme de plateformes, en étroite relation avec les dynamiques d’hétérogénéité productive et de dépendance externe présentes dans la région (Srnicek, 2017 ; Kenney et Zysman, 2016).

Le travail numérique constitue l’une des expressions les plus visibles de ce scénario. La prolifération des plateformes de transport,

de livraison de nourriture et de services numériques a réorganisé des segments importants du marché du travail urbain, particulièrement dans des contextes de forte informalité structurelle. Ces plateformes fonctionnent à travers des systèmes de gestion algorithmique qui attribuent les tâches, évaluent les performances et déterminent les revenus en temps réel, configurant ainsi de nouvelles formes de subordination du travail médiatisées par la technologie (de Stefano, 2016 ; Veen, Barratt et Goods, 2020). En conséquence, la notion traditionnelle d’emploi s’affaiblit face à des modalités hybrides de travail qui combinent autonomie formelle et dépendance économique.

Un second aspect important concerne la centralité croissante des données en tant qu’actif économique stratégique. Dans le capitalisme numérique contemporain, les données constituent une ressource fondamentale pour la création de valeur, la prévision des comportements et l’optimisation des marchés. Ce phénomène a été conceptualisé comme une forme de colonisation de la vie

quotidienne, dans laquelle les interactions sociales, professionnelles et culturelles se transforment en informations monétisables (Couldry et Mejias, 2019 ; Zuboff, 2019). En Amérique latine, cette dynamique se manifeste par une dépendance croissante à l'égard d'infrastructures numériques contrôlées par des plateformes mondiales, situation qui limite la souveraineté technologique et approfondit les asymétries informationnelles.

La financiarisation numérique représente un autre élément central de ces transformations. Le fort développement des *fintechs*, des plateformes de paiement numérique, du crédit en ligne et des systèmes alternatifs de financement a reconfiguré l'accès aux services financiers dans la région. Bien que ces innovations aient élargi l'inclusion financière, elles ont également introduit de nouvelles formes d'endettement, de segmentation du crédit et de dépendance à des infrastructures privées d'intermédiation financière (Arner, Barberis et Buckley, 2017 ; Zetzsche et al., 2020). Ce phénomène étend la logique financière à la vie quotidienne,

où les décisions de consommation, de travail et de reproduction sociale dépendent désormais d'algorithmes et de plateformes numériques, particulièrement dans des économies périphériques dotées de cadres réglementaires limités.

Dans l'ensemble, l'économie numérique ne transforme pas seulement les marchés du travail, mais modifie également les formes d'accumulation et de contrôle social dans la région, à travers l'articulation entre travail numérique précarisé, monétisation des données et nouvelles modalités de financiarisation du quotidien. Ces dynamiques génèrent des défis croissants pour les systèmes de protection sociale, dans la mesure où une grande partie des travailleurs des plateformes ne bénéficie ni de couverture sociale, ni de droits du travail, ni d'un accès effectif aux mécanismes de sécurité sociale.

2.5 Protection sociale et inclusion

Les transformations de l'économie politique latino-américaine entre 2003 et 2025 ont

été accompagnées par des changements significatifs dans les régimes de protection sociale, marqués par des tensions entre l'élargissement de la couverture, la persistance des inégalités et les contraintes associées à l'informalité du travail et à la mobilité migratoire.

Le bien-être en Amérique latine s'est historiquement structuré à travers des systèmes de protection sociale segmentés, caractérisés par la coexistence de régimes contributifs formels et de mécanismes d'assistance ciblés. Durant le cycle expansif des matières premières entre 2003 et 2014, plusieurs pays ont élargi les programmes de transferts conditionnels et les politiques de réduction de la pauvreté, ce qui a favorisé une amélioration des indicateurs sociaux. Toutefois, ces avancées n'ont pas conduit à une transformation substantielle vers des régimes universalistes, et la fragmentation institutionnelle est demeurée une caractéristique majeure des États-providence (Cecchini et Madariaga, 2011 ; Barrientos, 2013).

L'informalité du travail constitue l'une des principales limites à l'efficacité de la protection sociale dans la région. Une part importante de la population active reste en dehors des régimes formels d'emploi, situation qui restreint l'accès à la sécurité sociale, aux retraites et aux assurances santé. Il en résulte la consolidation d'États-providence duels, au sein desquels la protection dépend de l'insertion dans l'emploi formel ou de mécanismes d'assistance de portée limitée (Levy, 2008 ; Martínez Franzoni et Sánchez-Ancochea, 2016). Dans ce sens, l'informalité ne représente pas un phénomène résiduel, mais une composante déterminante du modèle de développement latino-américain.

La pandémie de COVID-19 entre 2020 et 2021 a mis en évidence de manière critique ces limites, en contraignant les États à élargir les transferts d'urgence et les subventions sociales. En même temps, elle a révélé la fragilité institutionnelle des États-providence, notamment dans les domaines de la santé publique, de la protection de l'emploi et des systèmes de soins (Blofield et al., 2023). Ces

faiblesses se manifestent également dans les politiques de réinsertion sociale et de prise en charge des populations vulnérables, où les capacités étatiques présentent de fortes inégalités territoriales.

Un autre aspect important concerne la relation entre protection sociale et migration. Depuis 2015, l'Amérique latine connaît une augmentation des flux migratoires intra-régionaux, largement associée aux crises économiques et politiques dans des pays tels que le Venezuela, Haïti et le Nicaragua. Ces déplacements ont mis sous tension les États-providence nationaux et soulevé des défis liés à l'accès aux services sociaux, à l'intégration sur le marché du travail et à la reconnaissance des droits des populations migrantes, qui demeurent fréquemment dans des conditions de forte informalité (Acosta et Freier, 2015).

Dans ce contexte, les systèmes de protection sociale de la région combinent expansion partielle de la couverture sociale, segmentation persistante et pressions budgétaires

croissantes. Plus qu'une évolution vers des modèles universels, les États-providence latino-américains présentent des trajectoires hybrides, dans lesquelles coexistent des mécanismes contributifs, assistanciers et informels de protection sociale. Cette coexistence génère des tensions permanentes entre les demandes d'universalisation et les contraintes budgétaires qui favorisent des politiques ciblées.

Dans l'ensemble, la protection sociale en Amérique latine exprime les tensions entre croissance économique, inégalités durables et informalité du travail, dans un contexte marqué par une mobilité croissante des populations et par les transformations des bases traditionnelles du bien-être.

2.6 Transformations productives, éducatives et culturelles

Les transformations de l'économie politique latino-américaine entre 2003 et 2025 ne peuvent être pleinement comprises sans prendre en compte les changements des

systèmes productifs, éducatifs et culturels associés à l'incorporation de nouvelles technologies, à l'expansion de la numérisation et à la centralité croissante de la connaissance comme facteur d'accumulation. Ces processus s'inscrivent dans une reconfiguration plus large du capitalisme contemporain, où l'innovation, l'information et la capacité technologique acquièrent un rôle structurel (Cimoli, Dosi et Stiglitz, 2009 ; Mazzucato, 2013).

Dans le domaine productif, l'innovation a été promue comme un axe stratégique de développement dans la région, en particulier dans le contexte de ce que l'on appelle l'économie de la connaissance. Toutefois, les données montrent que les systèmes nationaux d'innovation en Amérique latine présentent des limitations structurelles en matière d'investissement en recherche et développement, d'articulation public-privé et de capacité de montée en échelle technologique. Cela a produit des trajectoires d'innovation fragmentées, concentrées dans certains secteurs spécifiques et faiblement diffusées

à l'ensemble de l'appareil productif (Cimoli, Dosi et Stiglitz, 2009). Par conséquent, l'innovation n'a pas réussi à inverser de manière significative l'hétérogénéité structurelle ni la dépendance technologique externe, bien que des efforts institutionnels de transformation soient observés dans certains champs universitaires à la recherche de modèles alternatifs d'innovation organisationnelle.

L'irruption de l'intelligence artificielle (IA) marque un nouveau point d'inflexion dans ces dynamiques. L'expansion des systèmes fondés sur l'apprentissage automatique, le traitement massif des données et l'automatisation algorithmique réoriente les secteurs productifs, éducatifs et administratifs. Des études récentes indiquent que l'IA n'accroît pas seulement la productivité dans certains secteurs, mais redéfinit également l'organisation du travail, la prise de décision et la distribution de la valeur économique (Zawacki-Richter et al., 2019 ; CEPAL, 2022). En Amérique latine, l'adoption de ces technologies demeure hétérogène, avec une forte dépendance à l'égard des plateformes et des

fournisseurs technologiques externes, ce qui renforce les asymétries mondiales dans l'accès et le contrôle des infrastructures numériques.

Un élément central de ce processus est l'élargissement des fractures numériques. Celles-ci ne se limitent pas à l'accès à la connectivité, mais incluent également des inégalités en matière de compétences numériques, de qualité des infrastructures, d'usage productif des technologies et de capacité d'appropriation des connaissances numériques. La Commission Économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL, 2023) a souligné que ces inégalités constituent un facteur structurel de reproduction des inégalités sociales et territoriales dans la région. Dans ce sens, la numérisation ne fonctionne pas comme un mécanisme automatique d'inclusion, mais tend à reproduire et, dans certains cas, à amplifier des inégalités préexistantes, particulièrement lorsqu'elle s'accompagne de faibles protections en matière de confidentialité et de droits numériques pour les usagers des économies périphériques.

Dans le domaine éducatif, la numérisation a profondément transformé les processus d'enseignement et d'apprentissage. L'expansion des plateformes éducatives, l'intégration de l'intelligence artificielle dans les systèmes d'évaluation et la virtualisation de l'enseignement supérieur ont donné lieu à de nouvelles formes de médiation pédagogique. Cependant, ces transformations ont été inégales, avec de fortes différences entre institutions, territoires et groupes sociaux, ce qui renforce la segmentation éducative dans la région. Ce phénomène est analysé en profondeur dans les articles de ce dossier consacrés aux transformations universitaires et à l'intégration de l'IA dans les contextes éducatifs du Sud global (Selwyn, 2016 ; Zawacki-Richter et al., 2019).

Enfin, les transformations culturelles constituent une dimension clé de ce processus. La numérisation a reconfiguré les circuits de production, de circulation et de consommation culturelles, en donnant naissance à de nouvelles industries culturelles dominées par des plateformes

mondiales. Ce phénomène favorise une concentration croissante du pouvoir symbolique entre les mains d'entreprises technologiques transnationales qui contrôlent les algorithmes de visibilité, de recommandation et de monétisation des contenus (Hesmondhalgh, 2019 ; Zuboff, 2019). En Amérique latine, cela se traduit par des tensions entre production culturelle locale, homogénéisation mondiale et nouvelles formes d'économie culturelle numérique, dimension abordée dans les articles de ce dossier consacrés à la régulation des industries culturelles et à la gouvernance des contenus numériques.

Par conséquent, les transformations productives, éducatives et culturelles en Amérique latine reflètent une profonde réorganisation du capitalisme contemporain dans la région. L'innovation technologique, l'intelligence artificielle et la numérisation n'agissent pas comme des forces neutres, mais comme des dynamiques traversées par des inégalités structurelles, une dépendance technologique et des asymétries de pouvoir global,

qui conditionnent les trajectoires du développement économique, social et culturel.

3. Organisation du dossier

Ce dossier réunit 19 contributions qui examinent les transformations récentes de l'économie politique latino-américaine entre 2003 et 2025 dans une perspective comparée et interdisciplinaire. Les articles sont organisés autour de cinq axes analytiques permettant de structurer l'analyse des principaux processus de changement dans la région, ainsi que de leurs continuités et tensions.

Le premier axe porte sur la gouvernance et les capacités étatiques, en examinant les formes par lesquelles les États latino-américains ont reconfiguré leurs structures institutionnelles dans des contextes de décentralisation, de fragmentation administrative et de gouvernance multi-niveaux. Cet axe réunit trois contributions principales. L'article de Kirillovskaia analyse la paradiplomatie chilienne dans des contextes de transition

énergétique, en mettant l'accent sur la manière dont les acteurs infranationaux cherchent à s'insérer dans les marchés mondiaux tandis que l'État central conserve une suprématie stratégique. La contribution de Ruff-Escobar et Ruiz-Toledo examine le modèle de gestion institutionnelle de l'Université Bernardo O'Higgins (2008-2026), illustrant la manière dont innovation institutionnelle et transformation administrative interagissent dans des contextes de changement structurel. De son côté, l'article de Ramos Rivera et Jami Iglesias aborde la réinsertion sociale comme politique territoriale, avec un accent sur les inégalités des capacités étatiques infranationales dans la mise en œuvre de politiques sociales complexes. Ensemble, ces travaux montrent que la gouvernance contemporaine ne se réduit pas à la coordination intergouvernementale, mais implique des conflits permanents autour des ressources, des compétences et de la légitimité politique.

Le deuxième axe traite de l'extractivisme et de la transition énergétique, en mettant

l'accent sur la persistance du néo-extractivisme, l'émergence du *green extractivism* et les conflits territoriaux associés à l'expansion de l'exploitation minière et des ressources stratégiques. Cet ensemble réunit trois recherches fondamentales. L'article de Bósquez Remache et Prado Calderón examine la protection écologique et la réparation environnementale face aux violations des droits de la nature à Santo Domingo, en Équateur, et propose un cadre juridique environnemental des conflits extractifs. La contribution de Terán-Vaca et Chamorro-Valencia analyse l'exploitation minière illégale, la gouvernance environnementale et la violation des droits à Buenos Aires, Imbabura (Équateur), en mettant l'accent sur les limites de la gouvernance environnementale dans des territoires caractérisés par une faible présence étatique. De plus, l'article de Lucero-Baldevenites, Dávila-Cisneros et Niño-Cueva développe une perspective régionale comparative sur le néo-extractivisme et la transition énergétique, à travers une analyse qui dépasse les territoires spécifiques afin d'examiner comment la demande mondiale de minerais

stratégiques intensifie les dynamiques extractives en Amérique latine. Ces travaux montrent que la transition énergétique mondiale n'élimine pas l'extractivisme, mais le reconfigure à travers de nouvelles justifications environnementales.

Le troisième axe s'oriente vers l'économie numérique, avec un accent sur l'expansion du travail sur plateformes, la centralité des données comme ressource économique et les processus de financiarisation numérique. Cet axe réunit quatre contributions complémentaires. L'article de Barcos Arias et Coello Bustamante analyse l'inclusion numérique et les atteintes à la vie privée en Équateur dans une perspective socio-historique, en montrant comment la numérisation élargit l'accès tout en approfondissant les risques de surveillance. Le travail de Delgado Estrada et Chabusa Vargas examine les compétences financières chez les étudiants universitaires équatoriens et montre comment l'apprentissage fondé sur les problèmes et l'intelligence artificielle peuvent répondre aux inégalités socio-éducatives. L'article de Zúñiga Orozco

et Aldana Zavala aborde l'économie politique des cryptomonnaies en Équateur, à travers une analyse de l'inclusion financière, de la régulation et de l'éducation communautaire autour des nouvelles technologies financières. Enfin, le travail de Bracho-Fuenmayor et González-Torres examine le travail sur plateformes numériques, l'informalité hybride et les conflits réglementaires dans une perspective latino-américaine, en montrant comment l'économie des plateformes génère de nouvelles formes de précarisation du travail. Ensemble, ces études montrent que l'économie numérique articule travail précarisé, monétisation des données et nouvelles formes de financiarisation.

Le quatrième axe se concentre sur la protection sociale et l'inclusion, avec une attention particulière à l'évolution des régimes de bien-être, à la persistance de l'informalité du travail et aux défis associés aux flux migratoires intra-régionaux. Ce bloc réunit trois recherches centrales. L'article de Ricaurte-Ulloa et Soreghi-Ortega examine l'universalisme et la focalisation dans la protection sociale des migrants dans le cas de

Durán, en Équateur, et analyse la manière dont les systèmes nationaux de bien-être affrontent les défis d'inclusion des populations mobiles dans des contextes d'informalité. Le travail de Ramos Rivera et Jami Iglesias, également inclus dans l'axe 1, aborde la réinsertion sociale comme politique territoriale infranationale, avec un accent sur l'hétérogénéité des capacités étatiques pour mettre en œuvre des politiques sociales. De son côté, l'article de Carrier et Astroza-Suárez examine l'universalisation, la protection sociale et les résistances citoyennes dans une perspective régionale latino-américaine, en mettant en évidence la coexistence entre élargissement de la couverture sociale et formes persistantes de segmentation institutionnelle. Ce bloc analyse les tensions entre expansion de la couverture sociale et limites structurelles des systèmes de bien-être, notamment dans des contextes d'informalité du travail et de mobilité migratoire.

Le cinquième axe examine les transformations productives, éducatives et culturelles, avec un accent sur les processus d'innovation, l'intégration de l'intelligence artificielle,

l'élargissement des fractures numériques et la reconfiguration des industries culturelles. Cet ensemble réunit cinq travaux portant sur des dimensions complémentaires. L'article de Ruff-Escobar et Ruiz-Toledo, également inclus dans l'axe 1, analyse l'innovation institutionnelle comme déterminant de la performance universitaire. Le travail de García González et Massón Cruz examine l'intégration de l'intelligence artificielle dans l'enseignement supérieur cubain et montre comment l'IA introduit à la fois des opportunités pédagogiques et des inégalités technologiques. L'article de Linares Herrera et Valdivieso Gutiérrez analyse les industries culturelles et l'industrie graphique en Amérique latine, avec une attention portée à la manipulation de l'information, à la régulation et à la communication avec les consommateurs dans des contextes numériques. En outre, des contributions d'auteurs russes (Maximtsev et Gorbachko ; Krivonosov et Bombine ; Kamyshova et Bochenina ; Vasilyeva, Sirota et Tyn ; Zhukovskii et Kiseleva) sont incluses. Elles examinent la transformation numérique,

la compétitivité industrielle, les marchés de communication numérique, l'équilibre macroéconomique et la gestion des musées dans l'économie créative. Ces recherches apportent des perspectives comparatives issues d'une autre économie périphérique et permettent d'élargir les apprentissages sur la transformation technologique dans le Sud global. Ensemble, ces travaux permettent de comprendre les changements des bases productives, éducatives, culturelles et symboliques du développement régional.

Par conséquent, cette organisation thématique articule différents niveaux d'analyse en intégrant dimensions étatiques, économiques, sociales et technologiques dans une lecture cohérente des transformations contemporaines de l'économie politique latino-américaine. La répartition des 19 articles en cinq axes favorise à la fois la profondeur thématique et l'ampleur géographique, avec un accent particulier sur l'Équateur, le Chili, le Pérou, l'Argentine, Cuba et le Mexique, ainsi que sur des perspectives comparatives issues de la Russie. Les travaux réunis constituent une

contribution significative pour comprendre comment les processus mondiaux de transition énergétique, de numérisation et de financiarisation acquièrent des expressions différenciées dans des contextes de fortes inégalités, de faibles capacités étatiques et de structures persistantes de dépendance externe.

4. Remarques finales

L'ensemble des travaux réunis dans ce dossier permet de saisir l'économie politique latino-américaine entre 2003 et 2025 comme un processus de recomposition structurelle plutôt que comme une trajectoire linéaire de modernisation ou de changement progressif. Les transformations observées dans la région résultent de la superposition de cycles économiques, de reconfigurations institutionnelles et de mutations technologiques qui affectent simultanément les formes d'accumulation, l'organisation de l'État et les structures d'inégalité.

L'un des principaux résultats de l'analyse réside dans le fait que les dynamiques régionales

ne peuvent être interprétées comme une succession d'étapes clairement différenciées, mais plutôt comme la coexistence de temporalités multiples. Le cycle d'expansion associé aux matières premières (2003-2014), le ralentissement économique ultérieur (2014-2019), la crise sanitaire (2020-2021) ainsi que l'accélération des transitions numérique et énergétique (2021-2025) ne remplacent pas entièrement les modèles antérieurs, mais les réarticulent dans de nouvelles conditions. Dans ce contexte, la région n'évolue pas vers un modèle homogène de développement, mais vers des configurations hybrides où persistent des structures de dépendance parallèlement à des innovations partielles dans les domaines étatique, productif et technologique.

Les dix-neuf recherches incluses documentent précisément cette coexistence entre continuité et changement à travers des études locales, territoriales et comparatives à portée régionale. Les travaux montrent que ces transformations s'expriment dans l'articulation simultanée de quatre dimensions

structurelles. Premièrement, la persistance de l'extractivisme comme forme dominante d'insertion internationale, désormais reconfigurée par la transition énergétique et la demande mondiale de minerais stratégiques. Deuxièmement, la consolidation d'un État traversé par des tensions entre capacités fragmentées, demandes sociales croissantes et contraintes fiscales. Troisièmement, le développement des processus de numérisation qui réorganisent le travail, la circulation des données et les formes contemporaines d'accumulation. Quatrièmement, le maintien de systèmes de protection sociale qui combinent élargissement de la couverture et limites structurelles de leur capacité redistributive.

L'intégration de ces axes permet de soutenir que les transformations récentes de l'économie politique latino-américaine ne peuvent être comprises de manière sectorielle ou isolée. Le territoire apparaît comme un espace où convergent conflits extractifs, inégalités sociales, disputes autour de la régulation étatique et nouvelles infrastructures numériques.

De même, l'État n'agit pas comme un acteur unitaire, mais comme un ensemble de capacités différenciées opérant sous des tensions permanentes entre dimensions fiscales, politiques et territoriales.

D'un point de vue théorique, l'apport principal de ce dossier réside dans la proposition d'une lecture intégrée de processus généralement analysés séparément. L'économie politique régionale est présentée ici comme un champ relationnel où convergent accumulation, gouvernance, technologie et conflit social. Cette approche permet de dépasser les visions fragmentées du développement et d'avancer vers un cadre analytique articulant dépendance, transformation productive et reconfiguration institutionnelle dans les conditions contemporaines du capitalisme mondial. L'inclusion de perspectives comparatives issues de la Russie, autre économie périphérique du capitalisme contemporain, renforce la capacité analytique du dossier à identifier des modèles communs dans des contextes d'inégalités structurelles, au-delà des particularités régionales.

Enfin, le dossier ouvre des pistes importantes pour de futures recherches. Parmi elles figure la nécessité d'approfondir l'analyse des articulations entre transition énergétique et inégalités territoriales, notamment dans des contextes où les gouvernements infranationaux ne disposent pas de capacités suffisantes pour réguler les conflits socio-environnementaux. Il apparaît également nécessaire d'examiner les effets de la numérisation sur l'organisation du travail et la capacité régulatrice de l'État dans des économies caractérisées par des niveaux élevés d'informalité. Il devient aussi pertinent d'intégrer des approches comparatives de long terme permettant de comprendre les trajectoires différenciées des pays de la région sans perdre de vue les modèles structurels communs, en particulier la persistance de la dépendance externe, l'hétérogénéité productive et l'incorporation technologique inégale.

Ainsi, ce numéro contribue à une compréhension plus intégrée de l'économie

politique latino-américaine contemporaine, envisagée comme un processus ouvert de recomposition structurelle où coexistent continuité, rupture et reconfiguration simultanée de ses principales dimensions.

Rôles respectifs des auteurs dans l'élaboration de la contribution :

Auteur/autrice 1 : Conceptualisation ;
Rédaction – révision et correction

Auteur/autrice 2 : Conceptualisation
; Supervision ; Rédaction – révision et
correction

Auteur/autrice 3 : Conceptualisation ;
Rédaction – révision et correction

Auteur/autrice 4 : Conceptualisation ; Gestion
du projet ; Rédaction – version initiale ;
Rédaction – révision et correction

Auteur/autrice 5 : Conceptualisation ;
Rédaction – révision et correction

Références citées

Acosta, D. y F. Freier (2015): «Turning the immigration policy paradox upside down? Populist liberalism and discursive gaps in South America», *International Migration Review*, 49(3), pp. 659–696.

Arenas de Mesa, A. (2016): *Sistemas de pensiones en América Latina: desafíos y reformas*, Santiago, CEPAL.

Arner, D. W., J. Barberis y R. P. Buckley (2017): «FinTech, RegTech, and the reconceptualization of financial regulation», *Northwestern Journal of International Law & Business*, 37(3), pp. 371–413.

Barrientos, A. (2013): *Social assistance in developing countries*, Cambridge, Cambridge University Press.

Bebbington, A. y J. Bury (2013): *Subterranean struggles: New dynamics of mining, oil, and gas in Latin America*, Austin, University of Texas Press.

Blofield, M., J. Pribble y C. Giambruno (2023): *The politics of social protection during times of crisis*, Cambridge, Cambridge University Press.

Burchardt, H. J. y M. Lang (2019): «Neo-extractivism in Latin America: A new development model?», *Journal für Entwicklungspolitik*, 35(3), pp. 1–17.

Cecchini, S. y A. Madariaga (2011): *Programas de transferencias condicionadas: balance de la experiencia reciente en América Latina y el Caribe*, Santiago, CEPAL.

CEPAL (2022): *A digital path for sustainable development in Latin America and the Caribbean*, Santiago, Comisión Económica para América Latina y el Caribe.

CEPAL (2023): *Digital technologies for a new future*, Santiago, Comisión Económica para América Latina y el Caribe.

Centeno, M. A., A. Kohli y D. J. Yashar (2017): *States in the developing world*, Cambridge, Cambridge University Press.

Cimoli, M., G. Dosi y J. E. Stiglitz (2009): *Industrial policy and development: The political economy of capabilities accumulation*, Oxford, Oxford University Press.

Couldry, N. y U. A. Mejias (2019): *The costs of connection: How data is colonizing human life and appropriating it for capitalism*, Stanford, Stanford University Press.

de Stefano, V. (2016): «The rise of the ‘just-in-time workforce’: On-demand work, crowdwork, and labor protection in the gig economy», *Comparative Labor Law & Policy Journal*, 37(3), pp. 471–504.

Dunlap, A., J. Verweijen y C. Tornel (2024): «The political ecologies of ‘green’ extractivism(s): An introduction», *Journal of Political Ecology*, 31(1), pp. 436–463. <https://doi.org/10.2458/jpe.6131>

Eaton, K., K. Kaiser y P. Smoke (2011): *The political economy of decentralization reforms: Implications for aid effectiveness*, Washington, DC, World Bank.

Falleti, T. G. (2010): *Decentralization and sub-national politics in Latin America*, Cambridge, Cambridge University Press.

Ffrench-Davis, R. (2010): *Macroeconomía para el desarrollo: desde el financierismo al productivismo*, Santiago, CEPAL.

Gudynas, E. (2012): «Estado compensador y nuevos extractivismos», *Nueva Sociedad*, 237, pp. 128–146.

Gudynas, E. (2015): *Extractivismos: ecología, economía y política de un modo de entender el desarrollo y la naturaleza*, Cochabamba, CEDIB.

Harvey, D. (2013): *A companion to Marx's Capital*, London, Verso.

Hesmondhalgh, D. (2019): *The cultural industries*, 4^a ed., London, Sage.

Hooghe, L. y G. Marks (2003): «Unraveling the central state, but how? », *American Political Science Review*, 97(2), pp. 233–243.

Katz, J. (2000): *Reformas estructurales, productividad y conducta tecnológica en América Latina*, Santiago, CEPAL.

Kenney, M. y J. Zysman (2016): «The rise of the platform economy», *Issues in Science and Technology*, 32(3), pp. 61–69.

Leff, E. (2014): *La apuesta por la vida: imaginación sociológica e imaginarios sociales en los territorios ambientales del sur, México*, Siglo XXI.

Levy, S. (2008): *Good intentions, bad outcomes: Social policy, informality, and economic growth in Mexico*, Washington, DC, Brookings Institution.

Martínez Franzoni, J. y D. Sánchez-Ancochea (2016): *The quest for universal social policy in the South*, Cambridge, Cambridge University Press.

Mazzucato, M. (2013): *The entrepreneurial state*, London, Anthem Press.

Ocampo, J. A. (2017): *Resetting the international monetary (non)system*, Oxford, Oxford University Press.

Peters, B. G. y J. Pierre (2004): «Multi-level governance and democracy», *Journal of European Public Policy*, 11(1), pp. 75–90.

Prassl, J. (2018): *Humans as a service: The promise and perils of work in the gig economy*, Oxford, Oxford University Press.

Selwyn, N. (2016): *Education and technology: Key issues and debates*, London, Bloomsbury.

Soifer, H. D. (2015): *State building in Latin America*, Cambridge, Cambridge University Press.

Srnicek, N. (2017): *Platform capitalism*, Cambridge, Polity Press.

Svampa, M. (2013): «‘Consenso de los commodities’ y lenguajes de valoración en América Latina», *Nueva Sociedad*, 244, pp. 30–46.

Svampa, M. (2019): «Las fronteras del neoextractivismo», *Nueva Sociedad*, 279, pp. 62–77.

Veen, A., T. Barratt y C. Goods (2020): «Platform-capital’s ‘app-etite’ for control», *Work, Employment and Society*, 34(3), pp. 388–406.

Zawacki-Richter, O., V. I. Marín, M. Bondy y F. Gouverneur (2019): «Systematic review of AI in higher education», *International Journal of Educational Technology in Higher Education*, 16(39).

Zetzsche, D. A., R. P. Buckley, D. W. Arner y J. N. Barberis (2020): «Decentralized finance», *Journal of Financial Regulation*, 6(2), pp. 172–195.

Zuboff, S. (2019): *The age of surveillance capitalism*, New York, PublicAffairs.